



2017/2163(DEC)

2.3.2018

AMENDEMENTS

1 - 15

Projet de rapport

Bart Staes

Décharge 2016: Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL)
(2017/2163(DEC))

Amendement 1

Bart Staes

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de décision 1

Paragraphe 1

Proposition de décision

1. donne décharge au directeur exécutif de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2016 / ***ajourne sa décision concernant la décharge au directeur exécutif de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2016;***

Amendement

1. donne décharge au directeur exécutif de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2016;

Or. en

Amendement 2

Ryszard Czarnecki, Notis Marias, Raffaele Fitto, Beata Gosiewska, Richard Sulík

Proposition de décision 1

Paragraphe 1

Proposition de décision

1. ***donne décharge au directeur exécutif de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2016*** / ajourne sa décision concernant la décharge au directeur exécutif de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2016;

Amendement

1. ajourne sa décision concernant la décharge au directeur exécutif de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs sur l'exécution du budget de l'Agence pour l'exercice 2016;

Or. en

Amendement 3

Bart Staes

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de décision 2
Paragraphe 1

Proposition de décision

1. approuve la clôture des comptes de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs pour l'exercice 2016 / **reporte la clôture des comptes de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs pour l'exercice 2016;**

Amendement

1. approuve la clôture des comptes de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs pour l'exercice 2016;

Or. en

Amendement 4
Luke Ming Flanagan

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution

3. constate que, en fin d'exercice, la Collège s'était acquitté de 91 % de ses engagements financiers dans les temps, résultat supérieur à l'objectif fixé, qui était de réaliser 85 % de l'ensemble des paiements dans le délai légal; observe qu'aucun intérêt n'a dû être versé aux fournisseurs pour retard de paiement;

Amendement

3. constate, **tout en approuvant cet état de fait**, que, en fin d'exercice, la Collège s'était acquitté de 91 % de ses engagements financiers dans les temps, résultat supérieur à l'objectif fixé, qui était de réaliser 85 % de l'ensemble des paiements dans le délai légal; observe **avec satisfaction** qu'aucun intérêt n'a dû être versé aux fournisseurs pour retard de paiement;

Or. en

Amendement 5
Luke Ming Flanagan

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution

4. observe que plusieurs membres du personnel se sont pourvus en justice contre

Amendement

4. observe **avec inquiétude** que plusieurs membres du personnel se sont

le Collège, dénonçant les conditions dans lesquelles le déménagement s'est effectué et son incidence financière sur leurs salaires; fait observer qu'un arrangement à l'amiable a été trouvé avec certains membres du personnel et que les paiements ont été effectués à cet effet en 2015 et 2016; note, en outre, que certains d'entre eux ont fait appel de la décision de justice, qui est attendue en 2018; invite le Collège à informer l'autorité de décharge des résultats de cette procédure d'appel;

pourvus en justice contre le Collège, dénonçant les conditions dans lesquelles le déménagement s'est effectué et son incidence financière sur leurs salaires; fait observer qu'un arrangement à l'amiable a été trouvé avec certains membres du personnel et que les paiements ont été effectués à cet effet en 2015 et 2016; note, en outre, que certains d'entre eux ont fait appel de la décision de justice, qui est attendue en 2018; invite le Collège à informer l'autorité de décharge des résultats de cette procédure d'appel;

Or. en

Amendement 6 **Petri Sarvamaa**

Proposition de résolution **Paragraphe 9**

Proposition de résolution

9. observe qu'en raison du coefficient correcteur inférieur appliqué en Hongrie, l'équilibre géographique au sein du personnel évolue et le *que* Collège emploie de plus en plus d'agents hongrois; note, en outre, que cette situation a une incidence sur les frais de personnel, ce qui s'est traduit par une décision de transférer les fonds non utilisés des titres 1 à 3 pour permettre la réalisation des activités opérationnelles;

Amendement

9. observe qu'en raison *notamment* du coefficient correcteur inférieur appliqué en Hongrie (*69 % en 2016*), *le taux de rotation du personnel est élevé*, l'équilibre géographique au sein du personnel évolue et le Collège emploie de plus en plus d'agents hongrois (*environ 30 % de l'ensemble des agents étaient issus de l'État membre d'accueil en 2016*); note, en outre, que cette situation a une incidence sur les frais de personnel, ce qui s'est traduit par une décision de transférer les fonds non utilisés des titres 1 à 3 pour permettre la réalisation des activités opérationnelles;

Or. en

Amendement 7 **Petri Sarvamaa**

Proposition de résolution **Paragraphe 11**

Proposition de résolution

11. prend note avec satisfaction de l'équilibre entre les hommes et les femmes se reflétant dans la manière dont les postes ont été pourvus en 2016, puisque le ratio est de 50 % de femmes pour 50 % d'hommes;

Amendement

11. prend note avec satisfaction de l'équilibre entre les hommes et les femmes se reflétant dans la manière dont les postes ont été pourvus en 2016, puisque le ratio est de 50 % de femmes pour 50 % d'hommes; ***observe, cependant, que l'équilibre entre les hommes et les femmes était de 69 % contre 31 % au sein du conseil d'administration;***

Or. en

Amendement 8
Dennis de Jong

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution

12. observe qu'en raison de la relocalisation de l'agence du Royaume-Uni en Hongrie, le coefficient correcteur appliqué aux traitements du personnel étant significativement inférieur dans la ville de la nouvelle implantation, le nombre de démissions a augmenté; note qu'un certain nombre de mesures d'atténuation ont été mises en œuvre; note, cependant, que le bas classement des postes, associé à une faible coefficient correcteur, n'encourage pas les étrangers (en particulier de l'Ouest et du Nord de l'Europe) à déménager en Hongrie et que, par conséquent, l'équilibre géographique n'est pas toujours assuré; relève, dans le rapport de la Cour, que la rotation élevée du personnel pourrait affecter la continuité des activités et la capacité de l'Agence à mettre en œuvre les activités prévues dans son programme de travail;

Amendement

12. observe qu'en raison de la relocalisation de l'agence du Royaume-Uni en Hongrie, le coefficient correcteur appliqué aux traitements du personnel étant significativement inférieur dans la ville de la nouvelle implantation, le nombre de démissions a augmenté; note qu'un certain nombre de mesures d'atténuation ont été mises en œuvre; note, cependant, que le bas classement des postes, associé à une faible coefficient correcteur, n'encourage pas les étrangers (en particulier de l'Ouest et du Nord de l'Europe) à déménager en Hongrie et que, par conséquent, l'équilibre géographique n'est pas toujours assuré; relève, dans le rapport de la Cour, que la rotation élevée du personnel pourrait affecter la continuité des activités et la capacité de l'Agence à mettre en œuvre les activités prévues dans son programme de travail; ***se déclare préoccupé en ce qui concerne la situation de l'état de droit en Hongrie et, à cet égard, en ce qui concerne la qualité du Collège sur le long terme; insiste sur la nécessité de prendre en compte l'efficacité lors de la***

(re)localisation des agences dans les États membres; souligne que le Collège devrait être, tout comme une autre agence judiciaire, situé aux Pays-Bas;

Or. en

Amendement 9
Luke Ming Flanagan

Proposition de résolution
Paragraphe 12

Proposition de résolution

12. observe qu'en raison de la relocalisation de l'agence du Royaume-Uni en Hongrie, le coefficient correcteur appliqué aux traitements du personnel étant significativement inférieur dans la ville de la nouvelle implantation, le nombre de démissions a augmenté; note qu'un certain nombre de mesures d'atténuation ont été mises en œuvre; note, cependant, que le bas classement des postes, associé à une faible coefficient correcteur, n'encourage pas les étrangers (en particulier de l'Ouest et du Nord de l'Europe) à déménager en Hongrie et que, par conséquent, l'équilibre géographique n'est pas toujours assuré; relève, dans le rapport de la Cour, que la rotation élevée du personnel pourrait affecter la continuité des activités et la capacité de l'Agence à mettre en œuvre les activités prévues dans son programme de travail;

Amendement

12. observe qu'en raison de la relocalisation de l'agence du Royaume-Uni en Hongrie, le coefficient correcteur appliqué aux traitements du personnel étant significativement inférieur dans la ville de la nouvelle implantation, le nombre de démissions a augmenté; note qu'un certain nombre de mesures d'atténuation ont été mises en œuvre; note, cependant, que le bas classement des postes, associé à une faible coefficient correcteur, n'encourage pas les étrangers (en particulier de l'Ouest et du Nord de l'Europe) à déménager en Hongrie et que, par conséquent, l'équilibre géographique n'est pas toujours assuré; relève *avec inquiétude*, dans le rapport de la Cour, que la rotation élevée du personnel pourrait affecter la continuité des activités et la capacité de l'Agence à mettre en œuvre les activités prévues dans son programme de travail, *et souligne que ce problème doit être résolu;*

Or. en

Amendement 10
Luke Ming Flanagan

Proposition de résolution
Paragraphe 17

Proposition de résolution

17. relève qu'en ce qui concerne les experts externes rémunérés, le Collège publie sur son site internet, dans le cadre de la liste annuelle des contractants, les contrats d'experts attribués par le Collège; constate néanmoins que, pour les experts rémunérés, les déclarations sur les conflits d'intérêts et la confidentialité ne sont pas publiées sur le site internet; prend acte du fait que le Collège réexaminera ses dispositions sur la publication des déclarations de ce type; demande au Collège d'informer l'autorité de décharge des mesures prises;

Amendement

17. relève qu'en ce qui concerne les experts externes rémunérés, le Collège publie sur son site internet, dans le cadre de la liste annuelle des contractants, les contrats d'experts attribués par le Collège; constate néanmoins que, pour les experts rémunérés, les déclarations sur les conflits d'intérêts et la confidentialité ne sont pas publiées sur le site internet, ***lacune à laquelle il convient de remédier***; prend acte du fait que le Collège réexaminera ses dispositions sur la publication des déclarations de ce type; demande au Collège d'informer l'autorité de décharge des mesures prises;

Or. en

Amendement 11
Petri Sarvamaa

Proposition de résolution
Paragraphe 18

Proposition de résolution

18. relève que le Collège ne publie pas les procès-verbaux des réunions de la direction; invite le Collège à publier ces procès-verbaux sur son site internet;

Amendement

18. relève que le Collège ne publie pas les procès-verbaux des réunions de la direction; invite le Collège à ***envisager de*** publier ces procès-verbaux sur son site internet;

Or. en

Amendement 12
Petri Sarvamaa

Proposition de résolution
Sous-titre 6

Proposition de résolution

Budgétisation axée sur les performances

Amendement

Principales réalisations

Or. en

Amendement 13

Benedek Jávor, Bart Staes

au nom du groupe Verts/ALE

Proposition de résolution

Paragraphe 21 bis (nouveau)

Proposition de résolution

Amendement

21 bis. souligne la nécessité d'instituer un organe indépendant de divulgation, de conseil et de consultation doté des ressources budgétaires nécessaires afin d'aider les lanceurs d'alerte à diffuser sur les canaux appropriés les informations qu'ils possèdent sur d'éventuelles irrégularités préjudiciables aux intérêts financiers de l'Union, tout en protégeant leur confidentialité et en offrant le soutien et les conseils dont ils ont besoin;

Or. en

Amendement 14

Luke Ming Flanagan

Proposition de résolution

Paragraphe 23

Proposition de résolution

Amendement

23. relève qu'en novembre et en décembre 2016, le service d'audit interne a audité le Collège sur l'évaluation des besoins de formation, leur planification et leur budgétisation, en se concentrant sur ses activités principales; note, en outre, que le projet de rapport d'audit de mars 2017 conclut que, même si l'audit n'avait pas donné lieu à l'identification de questions critiques ou très importantes, le service d'audit interne considère qu'il est possible d'améliorer l'utilisation de la matrice de la formation «Justice et affaires intérieures» afin d'éviter tout chevauchement avec les actions de formation organisées par d'autres agences dans le domaine de la

23. relève qu'en novembre et en décembre 2016, le service d'audit interne a audité le Collège sur l'évaluation des besoins de formation, leur planification et leur budgétisation, en se concentrant sur ses activités principales; note, en outre, que le projet de rapport d'audit de mars 2017 conclut que, même si l'audit n'avait pas donné lieu à l'identification de questions critiques ou très importantes, le service d'audit interne considère qu'il est possible d'améliorer l'utilisation de la matrice de la formation «Justice et affaires intérieures» afin d'éviter tout chevauchement avec les actions de formation organisées par d'autres agences dans le domaine de la

justice et des affaires intérieures;

justice et des affaires intérieures, *problème qu'il convient de résoudre dans les meilleurs délais*;

Or. en

Amendement 15
Luke Ming Flanagan

Proposition de résolution
Paragraphe 28

Proposition de résolution

28. relève, dans les réponses du Collège, que ce dernier ne dispose pas pour l'instant d'informations suffisantes pour permettre de préparer pleinement la réalisation des activités futures après le Brexit; fait observer que le Brexit ne permettra plus au Collège de disposer de l'expertise du Royaume-Uni dans le domaine de la répression ni d'organiser des formations avec des fonctionnaires britanniques; fait observer que ces éléments pourraient avoir une incidence négative sur le développement de pratiques communes, sur l'échange d'informations et, en définitive, sur la coopération transfrontalière en matière de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène; invite la Commission et le Collège à tenir l'autorité de décharge informée de la gestion des risques liés au Brexit;

Amendement

28. relève *avec inquiétude – compte tenu des délais de plus en plus courts* –, dans les réponses du Collège, que ce dernier ne dispose pas pour l'instant d'informations suffisantes pour permettre de préparer pleinement la réalisation des activités futures après le Brexit; fait observer que le Brexit ne permettra plus au Collège de disposer de l'expertise du Royaume-Uni dans le domaine de la répression ni d'organiser des formations avec des fonctionnaires britanniques; fait observer que ces éléments pourraient avoir une incidence négative sur le développement de pratiques communes, sur l'échange d'informations et, en définitive, sur la coopération transfrontalière en matière de prévention de la criminalité et de lutte contre ce phénomène *et recommande dès lors que des mesures soient mises en œuvre à tout le moins pour maintenir le niveau actuel de coopération*; invite la Commission et le Collège à tenir l'autorité de décharge informée de la gestion des risques liés au Brexit;

Or. en